



Nouvelle convention AERAS

La convention AERAS révisée (s'assurer et emprunter avec un risque de santé aggravé) a été signée le 1^{er} février 2011 à Bercy en présence des Ministres de l'Economie, de la Santé, de la Solidarité et de la Cohésion sociale, des représentants des établissements de crédit, des assureurs et des associations de malades.

Ce texte vise à améliorer la convention de 2007. A partir du 1^{er} septembre 2011, les assureurs proposeront un nouveau produit destiné à mieux couvrir les personnes souffrant de pathologies aggravées. Les nouvelles avancées concernent : la création d'un groupe de travail mixte chargé de dresser un inventaire des pathologies, un diagnostic sur les probabilités de décès et de rechute, l'harmonisation à partir de 2012 de la terminologie des questionnaires de santé, la mise en place de nouveaux mécanismes pour faciliter l'accès à la propriété des jeunes à revenus modestes souffrant d'une pathologie reconnue, la suppression des questionnaires de santé pour les crédits à la consommation de moins de 4 ans et pour les emprunteurs de moins de 50 ans (si le montant du crédit est inférieur à 17 000 €).

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Instituts d'émission : nomination du directeur général

Par décision du gouverneur de la Banque de France en date du 7 janvier 2011, M. Nicolas de Sèze a été nommé directeur général de l'IEDOM et de l'IEOM, en remplacement de M. Yves Barroux. Il occupait auparavant les fonctions de directeur adjoint au directeur général des Opérations à la Banque de France.

Conseil de régulation financière

Mme Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a réuni pour la première fois le 7 février 2011 les membres* du Conseil de régulation financière et du risque systémique, créé par la loi de régulation financière du 22 octobre 2010. Ce conseil vise à améliorer la coopération entre les différentes autorités de régulation et à renforcer l'efficacité du dispositif de surveillance de la stabilité financière.

*(Le gouverneur de la Banque de France, le vice-président de l'ACP, le président de l'AMF, le président de l'Autorité des normes comptables et trois personnalités qualifiées).

Dossiers législatifs

1 – Réforme du crédit à la consommation

➤ Renforcer l'information et la liberté de choix du consommateur ; rendre plus lisibles les contrats de crédit à la consommation

Le décret n° 2011-136 du 1^{er} février 2011 relatif à l'information précontractuelle et aux conditions contractuelles en matière de crédit à la consommation a été publié au J.O. du 3 février 2011.

➤ Un taux annuel effectif global exprimant le véritable coût du crédit

Le décret n° 2011-135 du 1^{er} février 2011 relatif aux modalités de calcul du taux effectif global a été publié au J.O. du 3 février 2011.

2 – Plan d'épargne logement

Le décret n° 2011-209 du 25 février 2011 ainsi que les deux arrêtés d'application du nouveau PEL ont été publiés au J.O. du 26 février 2011.

3 - Outre-mer

Le Sénat a adopté le 15 février 2011 la proposition de loi organique tendant à l'approbation d'accords entre l'Etat et les collectivités territoriales de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de la Polynésie française en matière fiscale.

Association française des établissements de paiement (AFEPA)

Créée fin 2010, l'AFEPA rassemble les nouveaux opérateurs de paiement et de monnaie électronique agréés en France et en Europe. Elle est membre de l'AFECEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissements).

Publications

1 – Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2009

Le rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/BILAN-DE-LA-MEDIATION-BANCAIRE-2009.pdf>

2 - Fédération bancaire française : mini-guide

- Le FICP mini-guide n°17, nouvelle édition

- Guide de préparation au virement SEPA pour les PME : mini-guide Pro n° 6, nouvelle édition février 2011

Ces brochures sont disponibles en téléchargement sur www.fbf.fr

3 – Agriculture outre-mer

Rapport du sénateur Marsin visant à obtenir une compensation des effets sur l'agriculture des DOM des accords commerciaux conclus par l'Union européenne. Le rapport n° 310 est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap10-310.pdf>

Publications IEDOM

1 – Endettement et surendettement des ménages à la Guadeloupe

2 – Le microcrédit à la Réunion : un outil d'intégration économique et sociale ?

3 – Le microcrédit professionnel à Mayotte : un outil en plein essor

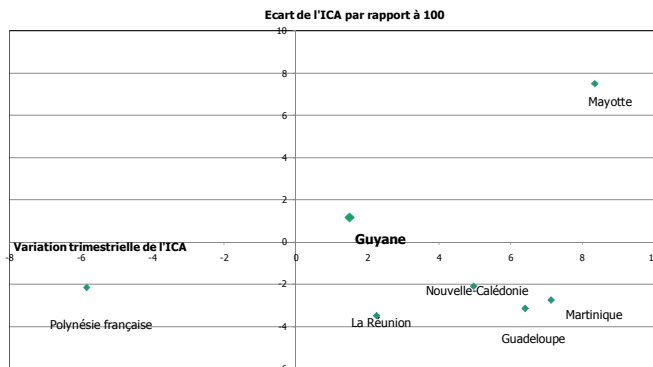
Dans la collection Note expresse série « Eclairage », n° 88, 89 et 90. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'activité économique se stabilise

L'activité en Guyane se maintient au 4^{ème} trimestre 2010. L'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre une légère augmentation (+1,5 point), et se situe dorénavant juste au dessus de sa moyenne longue période.

Globalement, fin 2010, sur l'ensemble des géographiques ultramarines, cet indicateur ressort en progression dans la quasi-totalité des collectivités, à l'exception de la Polynésie française. Toutefois, il se situe presque toujours en-deçà de sa moyenne historique. Ce trimestre, Mayotte et dans une moindre mesure la Guyane se distinguent par un climat des affaires qui serait désormais jugé favorable par les chefs d'entreprises.



Source: enquête de conjoncture de l'IEDOM

Amélioration de la conjoncture bancaire et financière

Les résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de la place mettent en avant une conjoncture bancaire et financière en nette amélioration pour le quatrième trimestre 2010 et sur le début d'année 2011. Cette fin d'année aurait été fortement propice à l'activité de collecte et la reprise amorcée au troisième trimestre du financement des entreprises (notamment des crédits d'équipement) se serait poursuivie au quatrième trimestre et confirmée en début d'année 2011. Sur le marché des particuliers, la demande de crédits à la consommation et à l'habitat devrait rester bien orientée. Relativement optimistes sur l'amélioration de l'environnement économique de la fin d'année, les dirigeants des établissements prévoient une amélioration significative des principaux indicateurs de rentabilité basée sur une progression du PNB et une nette diminution des charges d'exploitation.

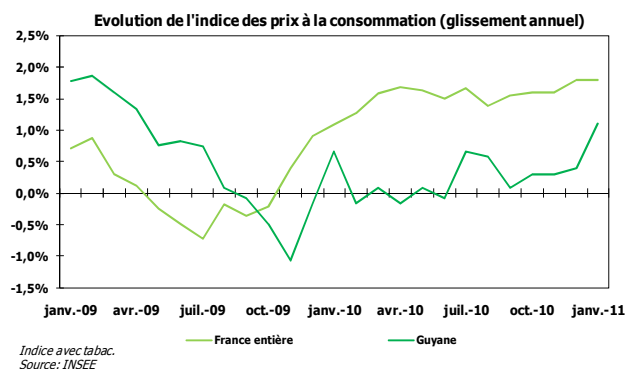
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation est en légère hausse sur le mois de janvier 2011 (+0,4 %). Cette évolution est principalement imputable aux prix de l'énergie, et plus particulièrement aux prix des produits pétroliers (+ 6,8 %), conséquence de la réévaluation des prix administrés des carburants à deux reprises en janvier.

Sur un an, l'indice accélère son rythme de progression (+ 1,1 % par rapport à janvier 2010, après une augmentation moyenne de 0,2 % en 2010). Comme pour les derniers mois, ce sont principalement les prix des produits pétroliers (+ 13,5 %) et ceux des produits frais (+ 10,1 %) qui expliquent ce mouvement.

Cette progression des prix sur un an reste en-deçà des évolutions dans le reste de la France : + 3,1 % à la Guadeloupe, + 2,3 % à la Martinique, + 1,9 % à la Réunion et + 1,8 % pour l'ensemble de la France. Ce décalage s'explique par une plus forte augmentation des prix pour les postes « énergie » et « services » dans les autres géographies, malgré une hausse des prix des produits frais bien plus importante en Guyane que dans le reste de la France.



Indice avec tabac.
Source: INSEE

Emploi

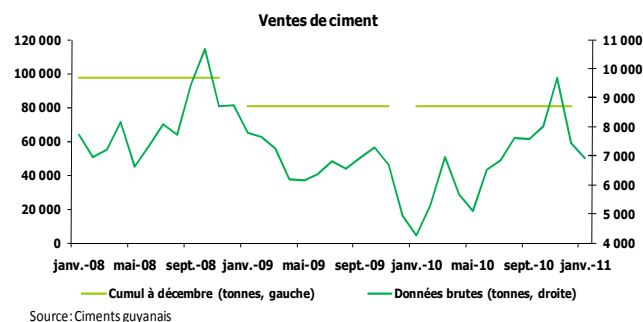
Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) augmente nettement en janvier 2011 (+ 4,0 %¹ sur le mois, contre une variation mensuelle moyenne de + 0,7 % en 2010), atteignant 17 338 demandeurs (données CVS). C'est sa plus forte augmentation mensuelle depuis mai 2003. Le chômage des jeunes poursuit sa progression (+ 3,3 % sur le mois). Sur un an, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi s'accélère (+ 15,5 % pour les DEFMA).

Consommation

En février 2011, les recettes d'octroi de mer (ménages et entreprises) enregistrent une baisse de 7,6 % sur le mois (cvs), et de 6,9 % sur un an.

BTP

Les ventes de ciment de janvier 2011 sont en léger repli (- 1,4 % après cvs) par rapport au mois de décembre 2010. Elles sont toutefois bien supérieures aux ventes du mois de janvier 2010 (+ 62,7 %), qui avaient été très affectées par la fermeture du pont du Larivot. Outre plusieurs commandes publiques en cours de réalisation (logements sociaux, réfection des quais de Dégrad des Cannes, extension du Centre Hospitalier de Cayenne), les constructions d'un nouvel hypermarché et d'un centre commercial multiactivité, dans la zone industrielle Terca, devraient permettre de maintenir l'activité du BTP en Guyane.



Source: Ciments guyanais

Trafic aérien

Le trafic aérien de passagers commerciaux² en Guyane s'établit à 32 652 personnes en janvier 2011, soit un recul de 14,8 % sur le mois. Cependant, en glissement annuel, le trafic progresse de 5,5 %.

¹ Evolution après CVS.

² Passagers entrés+sortis+transit sur les vols internes et externes.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°356 du 28 février 2011 fixe, à compter du 1^{er} mars 2011, le prix de détail des carburants à 1,54 € / litre pour l'essence (soit une baisse de 2 centimes), et 1,41 € / litre pour le gazole (soit une hausse d'1 centime).

Ces évolutions sont le résultat de différents facteurs influant à la hausse (augmentation des prix du fret, progression de la consommation de gazole) ou à la baisse (appréciation de l'euro face au dollar, recul de la consommation d'essence) sur le prix final. Cependant, cette réévaluation mensuelle ne prend en compte que les prix sur la première quinzaine de février, et exclut donc la flambée du baril des 10 derniers jours de février³.

Politiques publiques

La Cour des comptes a rendu son rapport public annuel 2011. Elle s'est notamment intéressée à la gestion des flux migratoires irréguliers en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte. Il en ressort que « l'augmentation [du nombre de reconduites à la frontière] y traduit des difficultés persistantes à maîtriser les entrées irrégulières sur le territoire ». Le rapport souligne l'organisation peu satisfaisante des reconduites, le manque de moyens de transport pour les forces en charge de ces opérations, un dispositif de rétention encore perfectible, et une assistance juridique et sanitaire parfois insatisfaisante. Le problème des orpailleurs illégaux interpellés, et souvent relâchés faute de moyens aériens pour les « extraire » des sites forestiers, est pointé du doigt. La coopération régionale entre la Guyane et ses voisins reste, selon le rapport, assez limitée.

La Cour des Comptes s'interroge également sur la pertinence du modèle de soutien à l'agriculture domienne (plus particulièrement antillaise). La promotion de grandes cultures exportatrices n'a permis de maintenir ni la production ni l'emploi. Le rapport recommande une évolution du modèle agricole en place, vers une plus grande diversification des cultures, leur adaptation à la consommation locale, le renforcement de l'agriculture biologique, et une meilleure maîtrise du foncier.

Finances publiques

L'Agence Française de Développement a octroyé à la Région Guyane un prêt bonifié d'un montant de 10 M€ sur 20 ans. Il s'agit d'aider au financement (à hauteur de 70 % environ) du plan stratégique de développement régional pour 2011, qui comprend plusieurs projets tels que :

- la construction d'infrastructures sportives à Cayenne et Mana (dans le cadre du programme « Guyane, base avancée ») ;
- la réalisation de la piste entre la commune de Mana et le bourg de Javouhey ;
- l'installation de chambres froides à destination des agriculteurs (sur Roura, Régina, Mana).

Mouvement des Entreprises De France (MEDEF) Guyane

Réunis en assemblée générale extraordinaire le 17 février 2011, les membres du Medef Guyane ont élu un nouveau conseil d'administration avec à sa tête, Guy Polet qui remplace de fait Adrien Aubin au poste de président. Le Medef ayant maintenant deux conseils d'administration parallèles, l'affaire a été portée devant la justice.

Mouvements sociaux

Des conflits sociaux qui perdurent ralentissent en ce moment l'activité dans plusieurs établissements de Guyane. Depuis mi-février, quelques salariés du centre intercommunal d'action sociale de l'île de Cayenne (dont l'une des missions est de s'occuper des personnes âgées) sont en grève. Les points de désaccord entre les employés et la direction concernent entre autres la gestion du personnel, les conditions de travail et les moyens financiers. La grève a aussi touché une partie des salariés d'une société de restauration qui compte parmi ses clients des compagnies aériennes. Pendant plus de deux mois, l'aéroport de Cayenne-Rochambeau a été investi à plusieurs reprises. Les revendications portaient principalement sur le mode de calcul du 13^{ème} mois. Un accord a été trouvé début mars après plus de 60 jours de grève.

Enseignement supérieur

A l'occasion du passage en Guyane de Mme Péresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, et de M.Capiberibe, gouverneur de l'Etat d'Amapá, un accord de coopération scientifique et technique a été signé entre l'Université Antilles-Guyane, l'Institut de Recherche pour le développement et l'Université fédérale de l'Amapá. Cet accord prévoit la réalisation de programmes de recherche ou de formation conjoints, l'accueil et l'échange de chercheurs ou d'étudiants. L'accent sera mis sur la thématique de la biodiversité en milieu amazonien.

Secteur spatial

Le 16 février 2011, après un report d'une journée suite à une anomalie de mesure du niveau de réservoir d'oxygène liquide, Ariane 5 a lancé avec succès l'ATV 2 Johannes Kepler de l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Le « Véhicule de Transfert Automatique » assure le ravitaillement de la Station Spatiale Internationale (SSI) en eau, vivres, air, et matériel technique. Le 24 février, l'ATV s'est amarré avec succès à la SSI. Le prochain lancement (pour la mise en orbite de satellites) est prévu pour le 29 mars.

Orpillage

La préfecture a publié le bilan 2010 de l'opération Harpie de lutte contre l'orpillage illégal. Les moyens financiers ont augmenté, notamment au niveau des opérations hélicoptères dont le budget s'établit à 260 000 € (+ 73 % sur un an). Au total, 2 663 opérations ont été menées, dont près de 35 % dans le Parc Amazonien de Guyane. Les communes de Camopi, Régina, Saint-Laurent-du-Maroni et Maripasoula sont les principales concernées. La réponse pénale s'est également intensifiée (augmentation des peines de prison avec sursis et des mandats de dépôts).

Grande distribution

La construction d'un centre multiactivité (multiplex cinéma, salles de sport, galerie marchande...) a démarré à la zone Terca (Matoury), à proximité du futur hypermarché Carrefour, dont l'ouverture est prévue au plus tôt en juillet 2011. Ces nouvelles enseignes posent le problème de la circulation routière dans la zone Terca, amenée à s'intensifier. Un nouvel accès est en construction depuis le rond-point de Balata, mais le tracé de voies de sortie supplémentaires est toujours en discussion.

³ Le Brent de mer du Nord a atteint fin février son plus haut niveau depuis septembre 2008.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Le 2 mars 2011, la Banque Centrale du Brésil a annoncé une nouvelle augmentation de son taux directeur, le taux « Selic » de 50 points de base, à 11,75 %, afin de contenir l'inflation, qui s'élevait à 6,0 % en janvier 2011⁴.

Coopération Guyane-Amapá

Une délégation guyanaise, composée entre autres du Préfet et du Président de Région, MM. Férey et Alexandre, s'est rendue à Macapa le 2 février 2011. Des rencontres étaient prévues avec Camilo Capiberibe, les autorités de la ville de Macapa, et la nouvelle Assemblée législative.

Coopération Guyane-Suriname

Le 3 février 2011, le Conseil du fleuve (Maroni) s'est réuni à Albina (ville frontalière surinamienne située en face de Saint-Laurent). Différentes problématiques ont été abordées : l'orpillage, la surveillance de la frontière, ou encore la liaison fluviale et routière entre Albina et Saint-Laurent.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – janvier 2011 (Indice base 100 : année 1998)	122,3	+ 0,4 %	+ 1,1 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin janvier 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin décembre 2010	16 989 6 730	+ 4,0 % - 0,3 %	+ 15,5 % + 10,7 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin janvier 2011 Rappel : cumul 2010 des prestations nettes versées	10 080 63,6 M€	+ 0,7 %	- 3,5 % - 0,7 %
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer- février 2011 Rappel : cumul 2010 des recettes	7,7 M€ 112,2 M€	- 7,6 %	- 6,9 % + 6,1 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – décembre 2010 Cumul 2010 Importations - décembre 2010 Cumul 2010 Taux de couverture en cumul - à fin décembre 2010	7,0 M€ 158,3 M€ 101,7 M€ 1 081,8 M€ 14,6 %	- 33,8 % - 12,4 %	+ 7,9 % + 31,9 % + 16,2 % + 13,9 % + 2,0 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin février 2011 Rappel cumul à fin février 2010	1 tir Ariane 5 (ATV 2 lancé) 0 tir Ariane 5
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin décembre 2010)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 6 225 tonnes (+ 47,7 % sur un an) pour 2,0 M€ (+ 17,2 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – janvier 2011 Rappel : cumul 2010	6 905 tonnes (+ 62,7 % sur un an) 80 009 tonnes (+ 3,5 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an) 769,7 tonnes (- 28,5 % sur un an) pour 4,6 M€ (- 26,1 %)
Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin décembre 2010)	30,4 M€ (+ 20,0 % sur un an) Pour 1,1 tonne (- 11,1 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières

⁴ Variation en glissement annuel de l'Indice des prix à la consommation « IPCA ».

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

TIBEUR (Février 2011)

Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,5777%	0,4902%	0,6672%	0,6780%	0,8930%	1,0870%	1,3530%	1,7160%

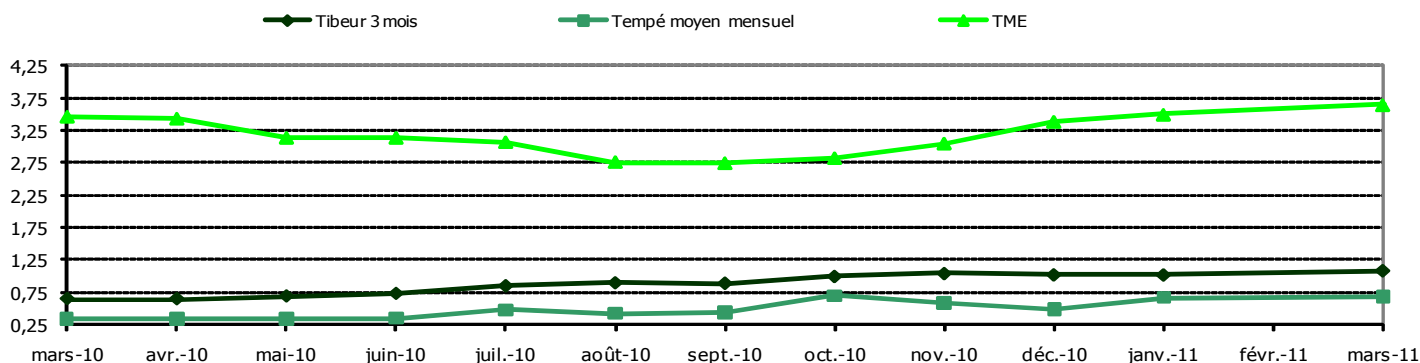
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	Février
3,05%	3,39%	3,50%	3,65%	3,25%	3,59%	3,70%	3,85%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,51%			
Prêts à taux variable		4,96%			
Prêts relais		5,88%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,31%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,67%	Découverts en compte (1)		13,77%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		7,77%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

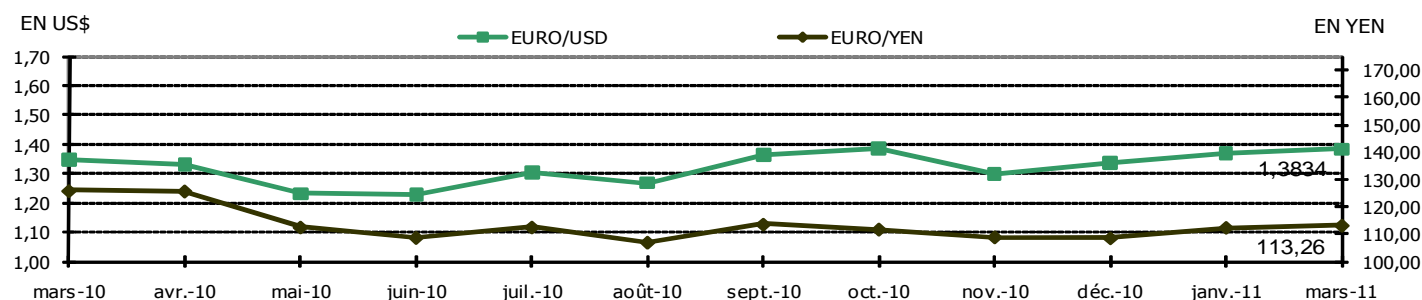
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3834	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6400	EURO/SRD (Surinam)	4,54280
EURO/JPY (Japon)	113,2600	EURO/BWP (Botswana)	9,14080	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,46410
EURO/CAD (Canada)	1,3535	EURO/SCR (Seychelles)	16,8564	EURO/DOP (Rép. Dom.)	52,0010
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85280	EURO/MUR (Maurice)	40,4032	EURO/BBD (La Barbade)	2,75320
EURO/SGD (Singapour)	1,7582	EURO/BRL (Brésil)	2,2932	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,81020
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,7771	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,91210	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2739,43	EURO/XCD (Dominique)	3,7168	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			